

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on communiqué ces derniers jours avec le ministre des Finances ou avec le gouvernement, au nom de la province du Nouveau-Brunswick, au sujet de l'imminente et désastreuse faillite de cette province?

L'hon. M. Benson: Je crois que mon honorable ami exagère beaucoup la situation du Nouveau-Brunswick. Des consultations se poursuivent constamment entre les échelons officiel et ministériel et les diverses provinces du Canada.

M. Bell: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Au cours des quelques derniers jours, a-t-on fait des démarches auprès du ministre au sujet du problème qui a surgi récemment par suite de la présentation du budget au Nouveau-Brunswick?

L'hon. M. Benson: Non. Si mon honorable ami veut savoir si je me suis entretenu avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick ou avec le ministre provincial, ma réponse est non.

L'hon. M. Stanfield: Enfin, le ministre répond carrément.

LE PÉTROLE

LES POURPARLERS AVEC LE PRÉSIDENT NIXON SUR LES EXPORTATIONS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): J'ai une question à poser au premier ministre. Lors de ses entretiens avec le président Nixon des États-Unis ces deux derniers jours, lui a-t-il demandé si les exportations canadiennes de pétrole aux États-Unis continueraient d'augmenter progressivement d'année en année, comme le prévoyait la première politique nationale du pétrole établie en 1961? Le président lui en a-t-il fourni l'assurance?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le président et moi-même avons convenu que l'échange d'énergie entre le Canada et les États-Unis devrait être examiné à fond lors la réunion prévue d'ici quelques semaines, soit le 2 avril. Tous les aspects de la politique pétrolière des États-Unis et du Canada seront étudiés à cette réunion conjointe.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser. Les dirigeants des pourparlers, au moment de la réunion, insisteront-ils pour que le contingent de nos exportations de pétrole aux États-Unis, s'accroisse progressivement comme il avait été convenu dans la politique

initiale touchant le pétrole, l'assurance d'un tel marché étant extrêmement nécessaire pour le Canada?

Le très hon. M. Trudeau: Nous allons nous appliquer à convaincre les États-Unis qu'il importe pour eux d'acheter le plus gros volume possible de pétrole canadien, qui est de bonne qualité et de tout repos.

LES IMPORTATIONS DE VENEZUELA—LES DÉBOUCHÉS CANADIENS DANS LE NORD-OUEST DES ÉTATS-UNIS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, par votre intermédiaire, pourrais-je poser une question au premier ministre? Il a dit que tout s'était très bien passé. Cependant, nous apprenons aujourd'hui qu'il n'y a pas encore d'accord définitif entre le Canada et les États-Unis touchant la politique continentale qui permettrait l'entrée au Canada du pétrole en provenance du Venezuela jusqu'à l'Ouest de la vallée de l'Ottawa, alors que le Canada, de son côté, ne dispose pas d'un marché assuré dans le Nord-Ouest des États-Unis, ni à Chicago, ni à Toledo.

Une voix: Quelle est la question?

Le très hon. M. Trudeau (premier ministre): Le ministre de l'Industrie et du Commerce a abordé le sujet en diverses occasions. Pour le moment, je dirai simplement que le président et moi-même avons passé en revue les arrangements actuels, en vertu desquels la politique des États-Unis et celle du Canada concernant le pétrole et d'autres formes d'énergie est axée sur les intérêts réciproques des deux pays. Nous avons constaté qu'il faudra revoir ces politiques et les améliorer, au besoin.

M. Woolliams: J'ai une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Pour parler métaphoriquement à cet égard et après avoir écouté la déclaration du premier ministre, puis-je lui demander avec quel genre d'éléphant il a couché aux États-Unis?

Une voix: Ce n'était pas un éléphant huileux.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. J'aimerais lui demander si son ministère est à préparer une mesure législative visant à modifier la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail; si oui, quand peut-on s'attendre qu'elle soit présentée à la Chambre?